

Jean-Yves MOLLIER, *Une autre histoire de l'édition française*

Paris, Éd. La Fabrique, 2015, 430 pages

Jacques-Philippe Saint-Gerand



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10579>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10579

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2016

Pagination : 430-435

ISBN : 9782814302839

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jacques-Philippe Saint-Gerand, « Jean-Yves MOLLIER, *Une autre histoire de l'édition française* », *Questions de communication* [En ligne], 29 | 2016, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 23 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10579> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10579>

Tous droits réservés

de systèmes permettant l'accès à la notoriété pour les créateurs dans le domaine de l'art contemporain. Des salons aux galeries, en passant par les foires, l'auteure revient sur les institutions qui ont contribué à l'accession à la reconnaissance pour les artistes. Deux éléments essentiels sont apportés grâce à ce regard historique : la place de l'État, avec des phases successives d'engagement et de désengagement, et la perte de pouvoir des artistes depuis le XVIII^e siècle.

Enfin, Olivier Roueff conçoit la dernière contribution (pp. 185-200) comme un chapitre de synthèse avec un travail réflexif sur l'étude des activités d'intermédiation dans le monde de l'art. Le chercheur revient d'abord sur l'idée d'incertitude qui caractérise la nature même des productions artistiques et qui conditionne *in fine* l'existence des intermédiaires dont la fonction est de réduire cette incertitude face au succès et à la reconnaissance, mais aussi sur les notions de réception et de valeurs. Ainsi ouvre-t-il de nouveaux questionnements sur l'aspect performatif de la réception des œuvres artistiques soumises par nature aux doutes et à l'incertitude.

Riche par la diversité des études présentées, l'ouvrage offre une pluralité de regards pouvant satisfaire le public le plus large, mais aussi les chercheurs en sciences humaines et sociales. On pourrait cependant lui reprocher de n'offrir qu'une compilation très diverse de sujets d'études sans donner véritablement la parole aux artistes qui sont, bien souvent, les premiers intermédiaires de leur travail.

Frédérique Joly

Cresppe, université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis,
F-93526

frédérique.joly@wanadoo.fr

Jean-Yves MOLLIER, Une autre histoire de l'édition française
Paris, Éd. La Fabrique, 2015, 430 pages

Fort de 12 chapitres particulièrement denses et de plus de 420 pages d'analyse minutieuse et de brillante synthèse, l'ouvrage de Jean-Yves Mollier peut à juste titre être considéré comme la somme de trois décennies d'intense recherche. Comme la conséquence d'une telle compréhension intime de l'objet de sa recherche, il en résulte une nouvelle, une *autre* façon d'envisager l'histoire complexe de l'édition française. En effet, si les développements de cette édition française relèvent pour une part d'abord de l'essor de l'édition en Europe, puis de sa mondialisation contemporaine, il ne faut pas négliger ses spécificités, à l'intérieur desquelles histoire des techniques, histoire culturelle

et histoire économique tiennent leurs parties en des relations souvent délicates. C'est donc en historien du livre, de la lecture et de l'édition que Jean-Yves Mollier aborde la question de l'interprétation que les siècles ont successivement donnée à l'acte d'édition. Des *volumen* latins aux *codices* de la fin du Moyen Âge jusqu'aux liseuses électroniques d'aujourd'hui, c'est à tout un parcours de transformations de la matière écrite qu'invite l'auteur à partir de la révolution de l'imprimé. Mais ce parcours de simple apparence chronologique se révèle plus complexe si, pour reprendre la distinction entre *editor* et *publisher* que font les Britanniques, on s'intéresse comme le fait Jean-Yves Mollier, d'une part, à la transmission d'un texte fixé, *ne varietur* valant *imprimatur* et, d'autre, part, à la commercialisation de cet objet fondant alors des dynasties de praticiens de l'imprimerie et d'acteurs de la chaîne du livre qui se retrouvent dans les divers métiers qui donnent naissance à cet objet complexe. Il est alors nécessaire de délimiter précisément les contours historiques de la perception française de la notion d'édition. L'auteur est très clair à ce sujet : « L'histoire de l'édition française ne commence vraiment qu'à la toute fin du XVIII^e siècle et elle ne s'autonomise qu'après 1815 ou 1820, au moment où les premiers représentants de commerce sillonnent les régions et les inondent de prospectus et de catalogues » (p. 15). Mais il faut aussi prendre en considération le long cheminement qui, depuis Johannes Gutenberg (1454 ou 1455) et la fabrication de la Bible à 42 lignes, réduit l'écriture manuscrite à la sphère de l'intime et du privé.

Le premier chapitre (pp. 21-48) s'attache donc à la révolution de l'imprimé et montre comment et pourquoi l'humanisme est un ferment potentiellement révolutionnaire (p. 38) du fait de la confiance qu'il accorde à la raison humaine (Erasmus, Galilée, Copernic, Rabelais, Michel Servet) contre le fixisme passiste des dogmes. Par un saut conséquent, l'auteur aborde dans son deuxième chapitre (pp. 49-75) la question de la Censure et de l'édition sous l'Ancien Régime. En effet, dès lors que le livre peut devenir subversif des codes culturels et politiques d'une époque, par le double effet de son contenu et de sa diffusion imprimée, il convient de le maintenir dans un état de *liber-té* surveillée : « Censure, autocensure, privilège, surveillance policière au fur et à mesure que cette instance de contrôle se professionnalise et voit ses effectifs croître, vont imposer au monde de la librairie un visage bien peu en rapport avec celui que l'on prête généralement au livre et à tous ceux qui contribuent à son rayonnement » (p. 52). Il suffit de se rappeler les pamphlets et mazarinades tournées contre Marie de Médicis et son favori. La langue française en situation d'émergence (l'édit de Villers-Cotterêts, 1539)

et de reconnaissance littéraire (*Défense et Illustration de la langue française*, 1549), permet l'affirmation de l'écrivain (p. 59) et pose la question de savoir si écrire est un délassement (Michel de Montaigne en ses débuts) ou un métier (Michel de Montaigne édité par Marie de Gournay, ou Malherbe). L'imprimé acquiert alors une dimension et un pouvoir inédits, et les colporteurs de « canards » ou de « papelards » (p. 70) vont, dès le ^{xvii}e siècle, diffuser brochures, calendriers, opuscules, livres qui accultureront citadins et villageois éloignés de la Cour et de la capitale.

Le troisième chapitre de cette histoire aborde la question de savoir comment éditer les classiques avant la Révolution (pp. 77-103). En effet, avant que ne se mette en place un véritable service d'édition, au dernier tiers du ^{xviii}e siècle, l'auteur doit s'en remettre à la protection d'un des Grands de la Cour ou du Royaume et se place dès lors en situation d'obédience à des canons éthiques et culturels et de redevabilité. Et il lui faut donc ménager, accommoder... La création de l'Académie française en 1635 n'allège pas le fardeau des devoirs de l'écrivain, mais, à ceux qui se rallient à ses observations, opinions et avis, elle confère un supplément d'aura et reconnaissance très appréciable dont l'effet le plus direct et immédiat est de valoriser le droit moral de l'auteur sur son texte ainsi que le droit matériel résultant du travail des libraires et imprimeurs qui en assurent la diffusion et la circulation. Le duc de La Rochefoucauld choisit ainsi pour ses *Maximes* le libraire Claude Barbin qui publie également Boileau, La Fontaine, Racine, Saint-Evremond (p. 84). Mais tous les livres ne sont pas nécessairement politiquement ou « idéologiquement » corrects. Et en 1700, l'abbé Bignon crée le corps des Censeurs (p. 86), chargé de veiller sur, ou plutôt de surveiller le contenu des ouvrages imprimés ; une organisation régulatrice qui ne cessera de s'accroître jusqu'à la veille de la Révolution (41 en 1727 et 178 en 1787), et qui fonde la légitimité de la Librairie française. Le cas de Voltaire montre que, après avoir été encomiaste du pouvoir royal (*Le Siècle de Louis xiv*), puis bastonné pour sa liberté d'esprit par les gens du chevalier de Rohan, ainsi que détrompé par Frédéric II de Prusse, l'auteur se réfugie à Ferney d'où, à l'abri des censeurs, il diffuse à travers toute l'Europe ses œuvres les plus engagées. Mais, pour cela il faut s'assurer que le texte rédigé ne soit ni trahi dans l'esprit, ni modifié dans la lettre par l'imprimeur. Restif de la Bretonne se fait écrivain-imprimeur ; et Diderot, trompé par le libraire Le Breton, se voit dans l'obligation de prendre lui-même la direction matérielle et technique de l'*Encyclopédie* qu'il rédige avec D'Alembert... Les années 1780 exposent le pouvoir reconnu de « l'imprimé éducatif, du livre régénérateur et la substitution progressive du livre profane au livre religieux » (p. 102).

C'est au quatrième chapitre de son ouvrage que Jean-Yves Mollier envisage la naissance de l'édition moderne (pp. 105-132). Un arrêt d'août 1777 reconnaissait la propriété de l'auteur sur son texte quand, en juillet 1793, la première loi sur la propriété littéraire conférait à l'homme de lettres le titre de « génie », sur lequel repose « tout l'édifice de reconnaissance de la nation » (p. 105). C'est en grande partie grâce au sens des affaires et de l'innovation de Charles-Joseph Pancoucke que l'on doit « l'archétype et le prototype de l'éditeur moderne » (p. 106), et sa réédition de l'*Encyclopédie* de Diderot et D'Alembert, en collaboration avec la Société typographique de Neuchâtel, fut un véritable succès : format réduit (39 volumes au lieu de 28), prix réduit au tiers, l'ouvrage pouvait être plus largement diffusé, il en fut vendu 8 525 exemplaires. Mais son sens de l'instant le pousse à multiplier les activités lucratives : le *Journal de la Librairie*, ancêtre de la *Bibliographie de la France* (1811-1978), les *Œuvres complètes* de Buffon, et l'*Encyclopédie méthodique* en 43 volumes in-quarto pour 751 livres sont des témoins de ce travail, que la Révolution interrompra, mais qui reprend ensuite et s'achève en 1832 avec 153 volumes de texte et 53 de planches... C'est véritablement dans ces moments-là que naît l'édition française moderne, après s'être émancipée entre 1725 et 1777 de « la voie empruntée par les juristes britanniques » (p. 120) qui n'envisageait que la tractation matérielle du manuscrit sans égard pour sa dimension intellectuelle.

Au chapitre cinq, Jean-Yves Mollier aborde la question de l'édition scolaire (pp. 133-160). L'épisode de la Révolution met en évidence la difficulté de la plus grande partie des citoyens à maîtriser un code linguistique commun, en l'occurrence la langue française des élites bourgeoise et aristocratique. L'enseignement n'aide guère et jusqu'aux environs de 1840, les apprentissages de la lecture, de l'écriture et du calcul peuvent être dissociés dans les écoles. La loi Guizot du 28 juin 1833, qui est à l'origine de la réforme de l'instruction universelle (p. 137) permet à Louis Hachette de réaliser ses premiers succès d'éditeur : *Alphabet* et *Premier livre de lecture courante* (1831), *Petit Catéchisme historique* de Fleury, *Petite Arithmétique raisonnée* commandée à 55 000 exemplaires fournissent les moyens d'apprendre et de s'instruire aux enfants des couches les moins aisées de la société, au grand dam des tenants de l'élitisme. Cet affairisme vaut à Louis Hachette l'épithète de « monopoleur » (p. 45) et suscite « l'entrée en lice de la Librairie Larousse et Boyer en 1862 (p. 146) peu de temps avant le début de la publication du *Grand Dictionnaire universel* du ^{xix}e siècle. Depuis 1849, Pierre Larousse

avait déjà publié divers ouvrages de grammaire destinés à l'enseignement primaire ainsi qu'un *Nouveau Dictionnaire de la langue française* en 1856 ; il n'était donc pas un inconnu, mais il lui fallut cependant l'aide du libéralisme économique de Napoléon III pour pouvoir enfin rivaliser avec la maison Hachette. Il est vrai que l'on était alors passé au « deuxième décollage de l'édition scolaire » (p. 152), avec la montée en puissance de la géographie et de l'histoire, bénéficiant d'ailleurs d'un nouvel intérêt patriotique après la défaite de 1870. Delagrave (1865), Armand Colin (1870), Vuibert (1876), Hatier et Nathan (1881) attestent de cet essor. Et l'on se rappelle la parole de Jules Ferry qui, sans sourciller, déclare en 1878 « Celui qui est maître du livre est maître de l'éducation » (p. 159), reconnaissant par là les collusions inévitables de l'administration, en l'occurrence le ministère de l'Instruction publique, et les directeurs de collections...

Au chapitre vi, Jean-Yves Mollier envisage l'autonomisation des métiers du livre (pp. 161-191). Et il est intéressant qu'apparaisse ici la dénomination qui, aujourd'hui, a ouvert l'Université aux divers aspects professionnels de la chaîne du livre. Il envisage cette période comme une « époque de transition pour la papeterie et l'imprimerie » (p. 163), car c'est l'instant, entre 1790 et 1860, où ces deux secteurs deviennent des acteurs complémentaires de l'édition, et le temps du devenir de « *self-made men* » (p. 170), tels Napoléon Chaix, Henri Plon à Paris, et quelques autres en province, Alfred Mame à Tours, Berger-Levrault à Strasbourg, etc.

Dans cette traversée de l'évolution de l'édition en France, Jean-Yves Mollier dévoue au chapitre vii le soin de traiter de « la révolution du prix du livre » (pp. 193-223). Il s'agit évidemment là, jusqu'à nos jours, d'un problème particulièrement complexe. Un personnage tel que Gervais Hélène Charpentier, en lançant dès 1838 sa « Bibliothèque » du même nom, 350 pages in-18 pour 3,50 francs, avait bien compris l'ensemble des enjeux de cette opération commerciale, dont Honoré de Balzac, malheureusement, ne put tirer tous les fruits... Michel Lévy, en 1846, réitéra l'opération avec les œuvres d'Alexandre Dumas. C'est donc à juste titre que notre auteur note « la soif de lecture dans la France des années 1852-1855 » (p. 204). Pierre-Jules Hetzel et Alexandre Paulin permettent à la fiction d'être diffusée en petits formats à 2 francs... avant que, avec la « Bibliothèque des chemins de fer » créée par Louis Hachette en 1853, le prix du livre portatif ne baisse jusqu'à 1 franc. Et Jean-Yves Mollier de conclure sur cet apparent paradoxe qui consiste en l'essor de l'édition à l'heure même où le Second Empire multiplie les occasions de censure et

les moyens de brider la presse et le livre. Les directeurs de collections, en charge de la standardisation des volumes publiés sous leur responsabilité imposent dès lors aux auteurs une soumission aux exigences des éditeurs et l'impossibilité pour les premiers de négocier leurs contrats (p. 222).

Le chapitre viii ne peut évidemment pas faire l'économie de l'étude particulière d'un des objets les plus représentatifs du xix^e siècle : *Le Siècle des dictionnaires* (pp. 225-254), car l'appétit de connaissance lié à un irrépressible besoin de normer le savoir conduit ce siècle à édifier un majestueux massif de dictionnaires en tout genre, dictionnaires de langue, dictionnaires de choses, encyclopédies, dictionnaires généraux, dictionnaires universels, dictionnaires techniques, etc. Napoléon Landais, les frères Bescherelle, Duckett, Littré, Larousse, Dupiney de Vorepierre, sans oublier Dezobry et Bachelet, M^{re} Guérin pour le monde catholique, Lachâtre, à l'inverse, pour le monde socialiste, sans oublier Berthelot ou Dalloz pour le droit, Baillière pour la médecine, sont quelques-uns des noms qui ont illustré cette frénésie d'ordination et d'organisation. Si bien que Jean-Yves Mollier peut, à bon droit, évoquer « la guerre des dictionnaires et des encyclopédies » (p. 241) car le dictionnaire « est devenu une arme de pénétration dans le lectorat » (p. 245), et l'on sait que la vigilance des instances régulatrices ne faillit point en cette période puisque le *Grand Dictionnaire universel du xix^e siècle*, même, de Pierre Larousse, fut mis en 1873 à l'Index des livres prohibés par l'Église catholique.

Mais, en dépit de cette menace permanente, l'univers de l'édition connaît alors un essor sans précédent, qui permet à Jean-Yves Mollier d'intituler son chapitre ix « Le sacre des éditeurs » (pp. 255-287). En effet, du Cercle de la librairie en 1829 au Syndicat de l'édition en 1874, la profession ne cesse d'assurer la gloire et la richesse de personnalités d'exception : Ambroise Firmin-Didot, Jean-Baptiste Baillière, Antoine-Laurent Pagnerre, Louis Hachette, Gaston Calmann-Lévy, bien que, pour perdurer dans l'estime du pouvoir, certains n'hésitent pas à refuser d'éditer des ouvrages susceptibles d'éveiller soupçons et craintes des autorités politiques, comme Louis Hachette face aux audaces de Joseph Proudhon (p. 267). À l'époque où l'instruction se généralise, les éditeurs doivent tenir compte tout autant de la culture lettrée que de la culture de masse (p. 273). Les progrès techniques vont aider à résoudre cette équation difficile : les monotypes et les linotypes, qui réduisent les coûts de fabrication, permettent de mieux équilibrer le *ratio* de publication d'ouvrages de faible diffusion et d'ouvrages

de large diffusion. Gaston Calmann-Lévy, par exemple, dans sa « Nouvelle collection illustrée », commercialise 492 000 exemplaires de *Pêcheurs d'Islande* de Pierre Loti, alors qu'Azayadé, du même auteur, n'avait été diffusé sur 30 ans qu'à 22 500 exemplaires en collection de kiosque de gare (p. 278). Mais ce constat ne tient pas compte de l'évolution des esthétiques littéraires qui en viennent très vite à rejeter « les finalités mercantiles des éditeurs ayant pignon sur rue » (p. 280), et qui, pour cela, créeront des revues donnant ultérieurement naissance à des maisons d'édition (*La Nouvelle Revue française*, *Le Mercure de France*). Et les premiers grands prix littéraires (Goncourt, 1903 ; Fémina, 1904) achèvent de consacrer cette mutation qui voit l'éditeur supplanter l'auteur dans l'esprit du plus large public.

Le dixième chapitre de l'ouvrage est consacré à l'étude des modifications du panorama de l'édition en France « d'une guerre à l'autre » (pp. 289-322). Il s'agit évidemment là d'une période capitale pour l'univers du livre et de la librairie. La France y apparaît non seulement comme le pays éditeur de ses propres écrivains, mais également comme celui de nombre d'auteurs étrangers plus ou moins interdits de publication chez eux : Miller, Nabokov... Dans les années où « Paris était une fête » (p. 291), le marché du livre voit les éditeurs français bénéficier du relais des librairies anglaise (Sylvia Beach) et américaine (Harry Crosby, Nancy Cunard, Jack Kahane). Mais cette ouverture à l'internationalisation éveille par contrecoup les forces conservatrices du monde religieux soucieux de préserver l'esprit national des « souillures » (p. 291) liées à des écrits non contrôlés. Pour cela les éditeurs catholiques du quartier Saint-Sulpice produiront livres et albums de bonne morale destinés à la jeunesse. Cette période de l'entre-deux guerres voit aussi se confirmer la suprématie des librairies Hachette et Larousse sur l'édition française (p. 292) ; les chiffres proposés par Jean-Yves Mollier (pp. 293, 298), tant pour le capital de ces entreprises que pour le volume de leurs publications, sont éloquentes. Ils expliquent en partie « la guerre des messageries » (p. 300) que Larousse, Plon et Armand Colin déclencheront en 1920 contre la mainmise Hachette sur la distribution des livres avec la création de la Maison du livre français. Mais cette bataille tourne vite en faveur de la maison Hachette qui, avec 60 millions de capital en 1932 (p. 306), réussit à être simultanément diffuseur, distributeur de jouaux, livres, cartes postales et petite papeterie et maison d'édition (p. 307), non sans, bien sûr, quelques compromissions avec les acteurs politiques de l'époque. Larousse obtenait en contrepartie une sorte de quasi-monopole sur les dictionnaires et les encyclopédies (p. 307). En parallèle à ces luttes, les années 30 voient

les maisons d'édition se livrer à une autre guerre autour des auteurs célèbres par des prix littéraires. Grasset, Denoël, Albin Michel, Stock, Bouquelin et Delamain, voire Flammarion entendent bien exister à côté de l'immuable Gallimard (pp. 309-311). De leur côté, les éditeurs scolaires, Hatier, Vuibert, Nathan, Armand Colin, Delagrave souffrent du déclin de la natalité qui ne remplit plus les établissements de l'instruction publique devenus établissements de l'Éducation nationale en 1932 (p. 316), du non renouvellement des programmes officiels de 1923. C'est donc aux marges que l'édition peut envisager son développement avec, par exemple, le secteur de la jeunesse que la création, en 1924, de la bibliothèque de l'*Heure joyeuse* stimule indéniablement. Jean de Brunhoff et *Babar* iront au Jardin des modes et à la Librairie Hachette, *Bécassine* à Gautier-Languereau, tandis que Flammarion s'attachera le travail de Paul Faucher et des *Albums à colorier* ou découper du *Père Castor* (p. 317). Globalement, toutefois, cette période marque aussi une politisation certaine du monde de l'édition (Denoël, Grasset, Plon) avec une forte poussée des politiques de droite et d'extrême droite impulsée par des auteurs tels Louis-Ferdinand Céline, Alexis Carrel, Alphonse de Châteaubriant, à laquelle n'ont pu résister Les Éditions sociales internationales, fermées en septembre 1939 (p. 321).

Le pénultième chapitre de l'ouvrage s'intitule sobrement « Des années sombres aux Trente Glorieuses » (pp. 323-353) et dresse sans concession un état présent de l'édition française d'après la Seconde Guerre mondiale, montrant avec beaucoup de clarté et de rigueur les accommodements avec l'Histoire que surent trouver les grandes maisons d'édition soucieuses de ne pas déplaire à l'occupant et acceptant, tant mal que bien, de se soumettre aux listes de Bernhardt, Filipacchi (p. 325) puis d'Otto. C'est ainsi que Pierre Drieu la Rochelle put prendre la tête de la *NRF* (p. 324). Les administrateurs juifs, tels Schiffrin ou Hirsch, chez Gallimard, furent « déchus de leurs mandats » (p. 330) et l'on put même assister à la curée d'une maison telle Calmann-Lévy (p. 331) dont le portefeuille littéraire suscitait plus que la convoitise des éditeurs concurrents ayant la chance de ne pas porter l'étoile jaune. René Julliard se dédouanait d'avoir fait lire les discours du Maréchal en publiant Éluard... L'Édition de Minuit, ouvertement en résistance, publiaient Vercors, Aragon, Mauriac, Gide, Audisio, tandis que Le Seuil, hésitant en 1942 sur le camp à choisir, bénéficiait en 1945 de l'apport des *Cahiers du Rhône* d'Albert Béguin, et du soutien de Roland Cayrol, Jean-Marie Domenach, ou Emmanuel Mounier. À la Libération, il fallut bien régler quelques comptes... et Plon, qui se compromit clairement avec les soutiens du maréchal Pétain, évita de peu la mise

sous séquestre à laquelle ne put échapper Grasset (p. 336). C'est alors un monde nouveau de l'édition française qui sort du cataclysme mondial, caractérisé par des effets de concentration (les Nouvelles Messageries de la presse parisienne, NMPP) et la véritable naissance du Livre de Poche en 1945 (p. 347) suivie par la concurrence étrangère, Marabout, ou française, « J'ai lu », « Idées », « 10-18 », « Presses Pocket », « Folio », etc. Le cas de la collection « Que Sais-je ? » (1941) est un peu différent puisque celle-ci visait à constituer une encyclopédie à bon marché (p. 349) et ne prétendait pas faire apparaître de nouvelles valeurs littéraires que couronneraient les prix d'automne. Dans ce genre de compétition, c'est le monstre « Galligrasseuil » (p. 349) qui raflait tous les trophées, conférant toute sa légitimité au rituel précieux des Goncourt, Renaudot, Femina, et justifiant les effets de concentration du secteur éditorial. Mais, à côté des six plus grandes maisons d'édition françaises, ce sont environ 300 autres entreprises de plus modeste calibre que le Syndicat national de l'Édition rassemble aujourd'hui, et qui témoignent de ce que le dernier chapitre de l'ouvrage nomme « Les deux visages de l'édition française à la fin du ^{xx}e siècle » (pp. 355-399). En effet, les économistes observant le secteur de l'édition caractérisent celui-ci comme étant un « oligopole à frange » (p. 356), autrement dit « un marché dans lequel un ou deux groupes proches du pouvoir dominant complètement le secteur, avec, toutefois, une frange concurrentielle comprenant l'ensemble des petites et moyennes entreprises » du même secteur (*ibid.*). C'est à cette configuration que concourt alors « la fin des entreprises familiales » (p. 358). Énarques, polytechniciens, patrons de la grande industrie prennent désormais la direction économique et financière des grandes maisons d'édition. Jean-Yves Mollier expose avec beaucoup de clarté et d'acuité la complexité de l'interaction des mécanismes économiques et politiques à laquelle sont désormais soumis le livre et la presse (pp. 363-377) puisque de nouveaux circuits de diffusion apparaissent avec les hypermarchés, la Fnac, Amazon, soucieux de proposer ces « produits » au prix le plus avantageux pour l'acheteur, et que l'internationalisation pousse l'édition française à se fondre dans un « conglomérat de taille mondiale » (p. 365). Seuls quatre éditeurs moyens tentent de résister à cette terrible force (p. 367), mais il est fascinant de lire, chiffres et noms de directeurs à l'appui, comment Flammarion, Gallimard, Le Seuil et Albin Michel envisagent l'avenir de leurs activités au sein de groupes financiers qui aliènent leur liberté d'action. Les aspects inquiétants de cette marchandisation du livre sont heureusement quelque peu atténués par « le dynamisme des éditions jeunesse » (p. 378) et l'on retrouve là les noms de Pierre Marchand (Gallimard),

Jean Fabre et Jean Delas (L'École des loisirs) ou Harlin Quist et François Ruy-Vidal qui posèrent en quelque sorte les fondations d'un nouveau marché de la littérature, illustrée ou non, pour la jeunesse. 86 millions de volumes (p. 383) publiés en 2013, ce n'est pas négligeable !

Il est alors temps, comme le fait Jean-Yves Mollier, de conclure ce remarquable parcours de l'édition française en évoquant « les défis de l'édition contemporaine » (pp. 387-399). Et ils ne sont pas minces avec l'arrivée de nouvelles technologies qui ont permis la dématérialisation de l'objet livre. L'auteur rappelle que Google, « né seulement en 1998, a numérisé plus de vingt millions de volumes » et devient de ce fait la bibliothèque la plus consultée au monde (p. 387) quoiqu'elle confonde allègrement œuvres tombées dans le domaine public et œuvres sous contrat, et qu'Amazon fait « 22 à 23 % des 62 milliards de son chiffre d'affaires » avec les livres... Rien à voir avec les entreprises pourtant audacieuses et non sans risques que Larousse, Hachette et d'autres prenaient au milieu du ^{xix}e siècle ! Mais des transformations culturelles qui agissent autant sur l'objet que sur le sujet qui le lit, car « on ne reçoit pas le même texte quand on le lit sur une tablette, ou une liseuse, dans une collection de poche ou dans la « Bibliothèque de la Pléiade » (p. 390). En soulignant cet aspect l'auteur montre l'importance prise par les gestionnaires et techniciens dans les maisons d'édition ; importance qui a pu donner l'impression que les comités de lecture devenaient inutiles et que le temps était venu des chefs de produit. Gallimard supprima d'ailleurs le sien en 1988 au grand dam de Michel Deguy (p. 393), tout en conservant des lecteurs patentés chargés de veiller à la qualité littéraire des ouvrages. Bien sûr les comités de lecture pouvaient se tromper dans leurs décisions (pp. 394-395), mais des personnalités telles Françoise Verry ont continué pendant longtemps à « fabriquer » des écrivains reconnus, donnant même, parfois, « la main à l'écriture des *Rois maudits* de Maurice Druon » (p. 395), pourtant académicien... En ces années où le monde est plus que jamais, selon l'expression de Michel de Montaigne, « une branloire pérenne » (*Essais*, Livre III, chapitre 2, *Du Repentir*), l'heure n'est donc pas encore venue de figer en textes de loi les principes du droit de la propriété intellectuelle dès lors que « moteurs de recherche, réseaux sociaux ou d'autres entreprises, encore en gésine » (p. 398) peuvent à tout moment changer la relation des auteurs aux éditeurs et aux lecteurs. Seule certitude, que souligne bien Jean-Yves Mollier au terme de ce brillant et profond parcours, « l'édition changera donc dans l'avenir » (p. 399), mais, bien malin qui pourrait aujourd'hui prédire en quoi et comment.

La lecture de cet ouvrage est passionnante de bout en bout et le talent d'écrire de l'auteur ajouté à la somme de connaissances dont il fait preuve contribue vivement au plaisir d'apprendre, de comprendre et réfléchir qu'il suscite chez son lecteur. Soulignons enfin que pour rendre plus facile la consultation de ce véritable trésor, Jean-Yves Mollier a eu l'excellente initiative d'adjoindre à son ouvrage des notes précises et précieuses (pp. 400-409), ainsi qu'une sorte de méta-bibliographie (pp. 410-411), suivies d'un *index nominum* (pp. 412-421) très utile pour retrouver tous les personnages ayant contribué, à un titre ou un autre, à cette histoire de l'édition, d'un *index des entreprises et institutions* (pp. 422-426), d'un *index des collections citées* (p. 427) et enfin d'un *index des périodiques mentionnés* (pp. 428-429). Soigneusement édité – il serait un comble qu'il en fût autrement ! – ce livre fera date et peut d'ores et déjà être considéré comme une pierre miliare (*a milestone*, disent nos amis britanniques) balisant le long parcours qui mène de la tablette de terre cuite, des *volumen*, des *codices* au *Livre* tel que nous le connaissons aujourd'hui, aux livres tels que nous le connaissons aujourd'hui et tels que nous pouvons les imaginer demain sous les formes nouvelles qu'ils sont susceptibles de prendre chaque jour.

Jacques-Philippe Saint-Gerand

CeReS, université de Limoges, F-87000

jacques-philippe.saint-gerand@unilim.fr

Olivier ROUEFF, Anthony PECQUEUX, dirs, « Écouter de la musique ensemble. Ethnographies des écoutes musicales collectives »

Culture et Musées, 25, 2015, 221 pages

Comment expliquer qu'un contexte ou un environnement social sont constitutifs de l'écoute ? Dirigé par Olivier Roueff et Anthony Pecqueux, la 25^e livraison de la revue *Culture et Musées* développe une sociologie de la réception des activités musicales à partir de relevés ethnographiques.

Inconnu avant 2012 mais largement plébiscité par les internautes sur YouTube et Deezer, le succès international de *Gangnam Style* du chanteur coréen Psy suscite des interrogations. Il questionne notamment le rapport direct entre musiciens et publics ainsi que le rôle joué par les intermédiaires dans le champ de l'écoute. Or, si l'on considère les usages, le lieu de l'écoute est une étape clé de la carrière des musiciens et des intermédiaires (voir la question de la diffusion internationale d'œuvres à l'identité fortement localisée). Écouter de la musique « ensemble » suppose donc de mieux prendre en compte les enjeux des espaces de l'écoute, y compris l'image stéréotypée répandue sur l'internet.

En France, les dynamiques de changement que connaît le monde de la musique permettent d'observer des processus de coopération et de coordination liés à l'émergence de nouvelles catégories d'acteurs venant d'autres sphères artistiques. Les carrières des artistes nés à partir des années 80 se développent en fonction des sensations et des relations nouées sur le moment, il n'est pas question de revendiquer l'appartenance à un genre en particulier. Malgré la concurrence – plus élevée – au sein des musiques actuelles, à travers l'étude des trajectoires et de la construction des publics, on observe des espaces d'écoute variés où s'effectue la reconnaissance de ces derniers. Insérés au sein de réseaux plus étendus et adjoints, aux pratiques omnivores : de la manifestation partagée (Aurélien Djakouane, pp. 23-46) aux amateurs de jazz (Laurent Legrain, pp. 47-68), à l'exposition de la musique (François Debruyne, pp. 69-94), voire de la natation synchronisée (Irina Kirchberg, pp. 95-114) au jury d'un festival de musiques du monde (Talia Bachir-Loopuyt, pp. 115-136), les auteurs de ce dossier réalisent une étude ethnographique de l'écoute collective de la musique vue depuis la France.

Dans cette 25^e livraison de la revue *Culture et Musées*, avec un souci de synthèse, ils étudient la pratique collective de la musique en dehors du lieu le plus commun de sa représentation : le concert. Ils rappellent que les évolutions techniques – MP3, DVD musicaux, retransmissions *live* – et le développement des pratiques amateurs – métro, fête de la musique, fanfares – ont contribué à faire évoluer cette représentation collective de la musique. Ainsi, à partir de terrains et de relevés ethnographiques parfois insolites – telles une pièce d'un appartement, la rue, une maison de disque ou encore une piscine –, les cinq auteurs du dossier – et ceux de trois chapitres hors thème et de deux notes de recherche – interrogent-ils ce que signifie écouter la musique *ensemble*. Privilégiant l'étude de différents objets, à partir de relevés anthropologiques, les contributeurs dégagent une analyse profonde de la réception. Nourri par la démarche interactionniste, ce dossier cherche à comprendre « comment la culture s'expérimente à plusieurs ».

Cependant, il met à distance le cadre traditionnel des récits académiques en sciences humaines et sociales consacrés à la représentation du corps (la médecine, le sport ou l'étude du genre) et vise cet objet dans le cadre de la réception d'une œuvre musicale en cernant les attentes du public par l'observation des corps. Au sein d'un festival pluridisciplinaire ou d'une communauté d'amateurs de jazz, se constitue un espace propice à des interactions sociales et artistiques où la mobilité